



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



COMMISSION DES RECOURS DES REFUGIES

## Transdniestrie

### I. Situation générale

**Capitale:** Tiraspol 200 000 habitants. **Les Moldaves très minoritaires dans la capitale, sont fortement majoritaires dans trois districts ceux de Comenca (63%), de Dubossary (89%), de Grigoriopol (76%).**

**Superficie:** 4000 km<sup>2</sup>

La Transdniestrie, sur la rive gauche de la rivière Dniestr, occupe 17% du territoire moldave.

**Population:** 700 000 habitants. 40% de Moldaves, 24% de Russes, 20% d'Ukrainiens, 1,9% de Bulgares, 0,5% de Gagaouzes.

Les langues utilisées sont le Russe, l'Ukrainien et le Moldave.

**Président: Igor Smirnov** élu pour la 3<sup>ème</sup> fois le 9 décembre 2001, depuis l'indépendance de 1991 pour un mandat de 5 ans (la Constitution de l'entité séparatiste ne prévoit pas de limitation à la durée des mandats du président). Igor Smirnov a rassemblé 80% des voix face à Tom Zenovitch et Alexandre Radtchenko soutenus par Vladimir Voronin et qui ont respectivement obtenu 6,8% et 4,1% des voix.

Le Conseil de l'Europe utilise la dénomination "République moldave transdnistrienne". **A l'heure actuelle la Transdniestrie ne bénéficie d'aucune reconnaissance internationale, pas même de la part de la Russie qui maintient toujours 2500 de ses soldats sur le territoire de l'entité sécessionniste.**

### II. Historique

Cette région jouissait du statut de République autonome au sein de l'Ukraine jusqu'en 1940, date à laquelle elle fut réunie à la Bessarabie, un territoire roumain annexé par l'Union soviétique au lendemain de la seconde guerre mondiale, pour devenir la République soviétique de Moldavie.

Multiethnique, comme la Moldavie, ce territoire a développé dans le temps un sentiment régional spécifique affirmé au sein des populations non-roumanophones, dans la région la plus industrialisée (40%) et la plus soviétisée de la Moldavie, qui jamais dans son histoire n'a été roumaine, sauf durant la Seconde guerre mondiale.

Au tournant des années 1990, les russophones du Dniestr moldave ont refusé de devenir une minorité russophone à l'intérieur d'une Moldavie roumanophone tentée par des velléités de rattachement avec la Roumanie. Les nouvelles lois sur la langue ont constitué le point de départ d'une tension politique récurrente qui n'a toujours pas trouvé sa résolution entre les communautés linguistiques qui composent la mosaïque moldave.

Devant les perspectives d'indépendance de la Moldavie, un mouvement pro-slave Unité (Yedinstvo) s'est constitué en 1988 pour s'opposer au Front populaire moldave, qui, à cette époque, milite pour un rapprochement avec la Roumanie.

Le processus indépendantiste entraîne une radicalisation politique de part et d'autre du Dniestr.

Entre décembre 1989 et août 1990, une série de plébiscites sur le degré d'autonomie de la république sécessionniste se succèdent. Le 2 juin 1990, le Congrès des députés du Dniestr décide de précipiter les évolutions par la mise en place d'un espace économique autonome.

La proclamation d'indépendance de la Gagaouzie au sud du pays le 19 août 1990 contribue à pousser les populations d'origine russes et ukrainiennes du Dniestr dans la voie de l'indépendance. **La République moldave socialiste soviétique du Dniestr est officiellement créée le 2 septembre 1990**, un avant celle de la Moldavie le 27 août 1991, six jours après la tentative de coup d'Etat à Moscou. Cette décision unilatérale suscite évidemment l'hostilité de Chisinau qui l'interprète comme le premier acte d'un processus de séparation irréversible de l'ensemble moldave, malgré les déclarations apaisantes des représentants de Tiraspol.

### **III. Une guerre brève et violente entre Moldaves et séparatistes du Dniestr**

Cette sécession accélère la dégradation des relations inter-ethniques entre les communautés. Chisinau essaie la manière forte en kidnappant le 29 août 1991 Igor Smirnov, le Président de la république autoproclamée, qui est ensuite emprisonné plusieurs mois à Chisinau. Cette arrestation focalise la colère des manifestants indépendantistes qui se massent dans les rues de Tiraspol pour exiger la libération de leur leader.

La violence contenue pendant de longs mois ne tarde pas à dégénérer en conflit armé dans la ville de Dubossary. Le 13 décembre 1991, 5 personnes sont tuées dans les combats qui opposent troupes du ministère de l'Intérieur moldave et milices russes de Transdnestrie. Les forces armées finissent tout de même par se retirer, après qu'une date eut été fixée pour une rencontre entre les présidents Snegur et Smirnov.

En mars et avril 1992, la situation inter-ethnique se détériore de nouveau. De très vifs affrontements opposent des miliciens russophones, appuyés par des militaires russes de la 14<sup>ème</sup> armée sous les ordres du fameux général Alexandre Lebed, à des membres des forces armées moldaves. Les combats dans et autour de la ville de Bendery entraînent la mort de plusieurs centaines de personnes, avant que les militaires russes ne s'imposent comme force d'interposition entre les belligérants. Des milliers de réfugiés fuient la région vers l'Ukraine ou la Russie.

A l'été 1992, la situation évolue vers l'apaisement, mais les problèmes institutionnels et politiques posés par la sécession ne peuvent être tranchés, en raison des relations diplomatiques conflictuelles entre la Moldavie, la Russie et l'Ukraine.

A la même époque, 6 nationalistes roumanophones accusés d'activités terroristes et d'intelligence avec un Etat étranger sont arrêtés par les autorités de Tiraspol avant d'être incarcérés. A l'issue d'un procès douteux, ils sont lourdement condamnés en décembre 1993 et leur leader Illie Iliascu, membre du Parlement de la République moldave est condamné à la

peine capitale. Ces peines disproportionnées suscitent immédiatement la réprobation des organisations internationales et des autorités de Chisinau. Sous la pression internationale et pour ne pas crisper plus encore les relations entre les deux parties du pays, les peines de mort sont commuées en 20 années de prison. 2 des 4 condamnés sont libérés en 1994.

#### **IV. Début des pourparlers**

**Des accords de paix sont tout de même signés le 21 juillet 1992 entre Boris Eltsine et Mircea Snegur** qui envisagent un statut particulier pour les populations de la région du Dniestr à l'intérieur de la Moldavie. Les Moldaves expriment leurs intentions d'apaiser les inquiétudes des Gagaouzes et des Transdniestriens sur la nature non-ethnique de l'Etat moldave. La crainte de ces derniers de se trouver "roumanisés" de force à l'intérieur d'une Moldavie indépendante a été entendue.

Les deux Présidents parviennent à un accord sur la mise en place de forces d'interposition de la CEI et le 24 décembre 1992, le président Snegur s'engage à organiser un référendum sur la question de l'indépendance de la Transdniestrie.

Lors des élections de 1993, les dirigeants de Transdniestrie, attachés aux multiples symboles du soviétisme et à l'économie planifiée, appuient les candidats radicaux, n'hésitant pas à accuser le gouvernement russe d'être inféodé aux "intérêts du sionisme international". Tout ce que la scène politique russe compte de personnalités aux opinions radicales, comme Vladimir Jirinovski approuvent l'existence d'une "République indépendante de Transdniestrie."

Le temps passe, rien ne bouge vraiment, la sécession s'installe durablement. **Consultés par référendum le 26 mars 1995, les électeurs de cette région se prononcent à plus de 90% en faveur du maintien de la 14<sup>ème</sup> armée russe sur le territoire de la Transdniestrie.**

Le 20 mars 1998, les discussions qui s'ouvrent à Odessa sur le statut de la Transdniestrie en présence des Présidents moldave Petru Lucinschi, ukrainien Leonid Kouchma, le leader séparatiste Igor Smirnov et le Premier ministre russe Victor Tchernomyrdine laissent envisager une possibilité de résolution de la crise. Mais les Russes pèsent de leur poids et usent de leur influence diplomatique pour entraver ce processus, estimant que la sécurité des communautés slaves n'est pas assurée.

#### **V. Une situation au point mort**

Un peu plus de 10 ans après le début du conflit, la République du Dniestr dont le statut d'autonomie est reconnue dans la Constitution moldave de 1994 n'en continue pas moins de réclamer une reconnaissance régionale et internationale. L'entité sécessionniste continue de camper sur une ligne dure, disposant de sa propre monnaie, le souvorovski, du nom du maréchal Souvorov, de sa constitution et de ses forces armées.

Sur le terrain, la situation reste particulièrement volatile. Moscou compte toujours 2500 soldats stationnés dans la république sécessionniste où circule un grand nombre d'armes et de munitions datant de la période soviétique.

Au sommet de l'OSCE à Istanbul en décembre 1999, la Russie consent officiellement à mettre fin à sa présence militaire dans la région avant la fin de l'année 2002, mais le calendrier précis du retrait des troupes n'est toujours pas établi. A l'heure actuelle, la République autoproclamée

du Dniestr fonctionne comme un Etat indépendant, sans toutefois disposer d'une reconnaissance diplomatique internationale.

La victoire des communistes aux élections du 25 février 2001 ouvre la voie à un rapprochement entre Moscou et Chisinau, après dix ans d'une politique plutôt tournée vers la Roumanie et l'Union européenne. Dès le 26 février 2001 l'ex-premier ministre russe Evgueni Primakov a plaidé pour une reprise rapide du dialogue entre les dirigeants de Moldavie et ceux de Transdnestrie. Cet appel a été entendu de Vladimir Voronin, leader du PC moldave, originaire du territoire séparatiste.

Les droits des personnes et des minorités non slaves résidant en Transdnestrie sont fréquemment bafoués. Nombre d'entre elles redoutent d'être considérées comme opposantes et sont soumises à des pressions de toutes sortes dans une région où les libertés fondamentales ne sont pas garanties. Les écoutes téléphoniques sont monnaie courante et l'on peut aussi pour des motifs de déviance politique perdre son emploi.

Le climat politique en Transdnestrie reste totalitaire dans un "pays" qui semble s'être surtout spécialisé dans le trafic international des armes. L'un des fils du président Smirnov est notoirement lié à un groupe d'armement russe spécialisé dans le commerce avec l'Iran, la Bulgarie, Israël, l'Irak, ainsi qu'un certain nombre d'autres pays arabes. L'autre fils du président, patron des douanes de Transdnestrie, contrôle la presque totalité du commerce du pays, en particulier dans les secteurs lucratifs du pétrole, des cigarettes et de l'alcool.

Les autorités de Tiraspol ont obtenu des tampons de douane et des licences d'import-export dans le cadre de mesures de normalisation lors d'un accord signé en 1996 et font du commerce légal, sans payer de taxes aux dirigeants corrompus de Moldavie.

## **VII . Un changement politique à Chisinau, continuité à Tiraspol et tensions persistantes**

L'élection du leader communiste Vladimir Voronin le 4 avril 2001 à la présidence moldave a entraîné un rapprochement des positions entre Chisinau et Moscou qui a suscité une inquiétude certaine dans le camp séparatiste de Tiraspol.

Cette évolution régionale n'est toutefois pas parvenue à contrarier la troisième réélection d'Igor Smirnov à la tête de la république séparatiste au mois de décembre 2001 au cours d'une consultation jugée illégitime par le nouveau président moldave.

Au début 2002, la question du statut futur de cette partie du territoire moldave n'est toujours pas réglée.

Les négociations qui durent depuis des années sur l'avenir de l'entité séparatiste vont donc reprendre avec l'Ukraine et la Russie dans un contexte normalisé, marqué par une réorientation diplomatique du pays vers l'Est, et qui par la même éloigne la Moldavie de la Roumanie soucieuse de jouer sa carte européenne. Cette nouvelle donne géopolitique se concrétise sur le terrain par la visibilité du retrait des armes lourdes entreposées à l'époque soviétique et par l'engagement réitéré de Moscou de procéder à l'évacuation totale de son matériel militaire avant la fin de l'année 2002.

Nombre de partisans de la ligne dure à Tiraspol s'inquiètent de ces changements qui dessinent un nouvel environnement régional tout à coup défavorable à leur projet sécessionniste qui les placent dans une position difficile pour les négociations à venir. La voie est politiquement étroite pour le Président Smirnov coincé entre l'intégration pure et simple à l'intérieur de la

Moldavie assortie de garanties pour les russophones, ou le rattachement à la Russie ou à l'Ukraine.

Depuis la fin de l'année 2001, la Moldavie renforce le contrôle de ses frontières et instaure un nouveau tampon douanier dont ne dispose pas les autorités de Tiraspol. Les entreprises de la république séparatiste sont désormais obligées de conclure leurs opérations commerciales via les douanes moldaves.

A Chisinau, une révision constitutionnelle de type fédéraliste est actuellement en cours afin de trouver une voie de sortie à la crise avec la Transdniestrie. Ce projet a récemment reçu un soutien politique de poids en la personne de Georges Bush, qui s'est nettement déclaré favorable au maintien de l'intégrité territoriale de la Moldavie lors de la visite de Vladimir Voronin aux Etats-Unis en décembre 2002. Moscou pour sa part, s'est engagée à retirer ses troupes, son matériel et les munitions avant le 31 décembre 2002 de la république sécessionniste. Les troupes et le matériel ont été retirés, mais cette fois ce sont les autorités rebelles de Tiraspol qui font de la résistance. Igor Smirnov refuse d'autoriser le départ des trains de munitions et bloque la destruction prévue de l'armement sur place, pourtant financé par l'OSCE.

En 2003, des milliers de tonnes de munitions ont été retirées du territoire de la Transdniestrie, mais la situation des militaires russes installés sur le territoire rebelle n'a pas substantiellement évolué. Moscou se hâte lentement pour forcer les autorités sécessionnistes à retirer le matériel militaire installé en Transdniestrie. Le statut de la Transdniestrie à l'intérieur de l'Etat unitaire de Moldavie n'est toujours pas résolu.

Le président Voronin a refusé sous la pression de l'OSCE et des Etats-Unis de signer en novembre 2003 un plan russe de règlement de son conflit avec les séparatistes de Transdniestrie. Le document prévoyait le déploiement de 2000 hommes en Transdniestrie "jusqu'à la démilitarisation totale du pays, au plus tard en 2020". Il envisageait également la tenue d'un référendum constitutionnel en octobre 2004 instaurant un régime fédéral avec l'acceptation du russe comme langue officielle aux côtés du moldave langue d'Etat.